

**Nations unies - "Les responsables
religieux pour un monde sûr" -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Réunion
du Conseil de sécurité en format
Arria**
(New York, 24 avril 2018)

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le président de la République française a souligné il y a quelques jours devant les évêques catholiques de France l'importance du dialogue entre les autorités publiques et les responsables religieux qui contribuent pleinement à la vie de la nation, chacun oeuvrant en son domaine et selon ses propres responsabilités à la recherche du bien commun. Ce dialogue doit permettre de traiter les défis qui se posent dans nos sociétés. Il est tout aussi important au niveau national que mondial. Aussi nous remercions le Kazakhstan et l'Alliance des civilisations pour cette discussion sur le rôle des responsables religieux dans la paix et la sécurité.

C'est une évidence: la religion peut être instrumentalisée à des fins politiques, pour diviser et dresser les communautés ou individus les uns contre les autres, au détriment de la paix et de la stabilité internationales.

Les ressorts des crises auxquelles le Conseil de sécurité fait face sont multiples, et sont à rechercher du côté des rivalités pour l'accès aux ressources et au pouvoir, de la faiblesse de la gouvernance et de l'état de droit, de la pauvreté ou du manque d'accès aux services de première nécessité, ou encore de violences et d'injustices subies qui alimentent un profond ressentiment. Pourtant, les groupes armés ou terroristes tirent souvent prétexte du facteur religieux pour justifier le recours à la violence, semer la terreur, mobiliser contre l'ennemi, y compris en recourant au discours de haine, et ceci on l'a vu notamment récemment en RCA ou en Birmanie contre les musulmans Rohingyas qui sont victimes d'une horreur insoutenable.

De même, la religion est manipulée et invoquée par certains pour justifier des pratiques criminelles, y compris les violences sexuelles. Employées comme tactique de guerre, ces violences visent à opprimer, à terroriser, à faire fuir, voire à détruire des communautés entières, pour reconfigurer l'organisation des Etats et des sociétés. Les crimes commis par Daech contre les yézidis, en particulier les femmes, mais contre les chrétiens et les membres des autres minorités en sont l'horrible illustration.

Nous nous accorderons pour refuser avec fermeté tout amalgame entre les religions et les violences commises en leur nom. Cet amalgame est entretenu par ceux-là même qui invoquent la religion pour justifier leurs crimes.

Les responsables religieux ont un rôle particulier pour contribuer à la prévention des conflits parce qu'ils ont un lien direct avec les croyants. Eux seuls ont la légitimité pour énoncer un discours religieux au service de la paix, un discours contre la violence et pour dire que l'on ne saurait tuer et violenter au nom de la religion. Je reprendrai ici l'exemple de la RCA, où la plateforme des confessions religieuses centrafricaines a joué un rôle pour faire baisser les tensions au plus fort de la crise.

Dans cet esprit, il est important de souligner que le dialogue inter-religieux est un inestimable instrument de paix pour désarmer et désamorcer les préjugés et les discriminations mais aussi pour permettre de fructueuses coopérations au service du bien commun. La France tient ce dialogue en très haute estime et l'encourage. Il relève d'ailleurs d'une logique qui est au coeur de la laïcité à la française, souvent mal comprise mais qui dans son fondement vise précisément, à travers la séparation de l'Etat et des institutions religieuses, et la neutralité de la puissance et de la fonction publique en matière religieuses, à permettre et à faciliter la coexistence harmonieuse de l'ensemble des confessions et individus, ceux qui croient comme ceux qui ne croient pas.

Je voudrais maintenant souligner plus spécifiquement le rôle des leaders religieux à trois niveaux : d'une part, au niveau de la prévention de l'extrémisme violent ; ensuite en matière de protection des civils et enfin en matière de réconciliation.

1) Tout d'abord, en matière de prévention de l'extrémisme violent, les responsables de toutes les religions ont un rôle à jouer pour contribuer à la compréhension et au respect mutuels entre les communautés.

Au lendemain de l'attentat revendiqué par Daech et qui a coûté la vie à un prêtre en France, en juillet 2015, la Conférence des responsables des cultes en France réunie autour du président de la République a lancé un message d'unité et de fraternité contre la violence. Nous saluons ceux qui se sont engagés à promouvoir un discours de tolérance, et à développer un contre-récit à la propagande terroriste, comme nous l'avons entendu à Riyad la semaine dernière lors de la visite du conseil consultatif du centre des Nations unies contre le terrorisme. C'est le sens de la recommandation du plan d'action du Secrétaire général pour la prévention du terrorisme. Il engage les responsables religieux à mettre en place une plate-forme de dialogue intra et interreligieux à travers laquelle promouvoir les valeurs pacifiques de leur théologies. Ce n'est certes pas un facteur suffisant mais c'est indispensable.

Un accent doit être porté en particulier sur les plus jeunes, vulnérables aux discours de haine sur internet. Les leaders religieux peuvent détourner les jeunes de la violence et de l'idéologie meurtrière qui l'accompagne. Je salue à cet égard le rôle de l'Alliance des civilisations, en particulier son programme "Young fellowship", et celui de l'UNESCO pour le dialogue interculturel.

2) Deuxièmement, les responsables religieux ont un rôle en matière de protection des civils

Réuni en format Arria, ce Conseil a convenu de l'importance de la société civile pour mettre en place efficacement la protection, au plus près des populations, de leur culture, de leur langue. En lien avec les mécanismes de protection, notamment au sein des OMP, les leaders communautaires religieux peuvent jouer un rôle d'alerte rapide sur les risques sécuritaires, mais ils peuvent aussi aider à l'inclusion des victimes.

En juin 2017, en Bosnie, le Conseil interreligieux a adopté une déclaration conjointe, commune aux différentes confessions, pour dénoncer la stigmatisation des victimes de violences sexuelles.

Redonner un statut économique et social aux victimes, garantir leur réintégration et leur réhabilitation doivent aussi constituer un objectif du dialogue entre et avec les communautés religieuses.

Cela vaut également pour la réintégration des enfants, pour éviter leur re-recrutement et leur redonner leur juste place, dans les écoles, nous le souhaitons au Soudan du Sud, en RDC, en RCA.

Il faut enfin adopter une approche globale pour comprendre et mettre fin aux discriminations liées à la religion, qui vont souvent de pair avec d'autres formes de discrimination, liées au genre, à l'appartenance ethnique ou au fait d'être réfugiés ou déplacés etc. C'est le cas en Birmanie, où les Rohingyas ont fait face à ces discriminations et violences systématiques qui ont contribué au départ de près d'un million de personnes. Il faut donc, au-delà des leaders religieux, inclure les représentants de la société civile, les défenseurs des droits de l'Homme et des droits des femmes.

3) Enfin, les responsables religieux peuvent jouer un rôle clé dans la réconciliation et la justice transitionnelle sans lesquelles il ne saurait y avoir de paix durable.

À cet égard, l'Afrique du Sud a montré la voie, à travers la "commission vérité et réconciliation" présidée par l'Archevêque Desmond Tutu. La France reconnaît le rôle des acteurs religieux, comme celui des représentants de toutes les composantes de la société civile pour oeuvrer à une réconciliation durable et parvenir à des sociétés inclusives et stabilisées, respectueuses des droits de toutes les personnes, quelle que soit leur religion ou conviction. Il revient aux Etats de garantir le respect de ces droits, qui incluent pour chacun la liberté de croire ou de ne pas croire, de changer de religion et de s'exprimer librement. En France, la laïcité est le principe fondateur qui organise et permet cette liberté profonde en assurant le traitement égal de tous. In fine, le respect des droits de l'Homme tels que consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'Homme, dont, comme il a été rappelé, nous célébrons le 70ème anniversaire cette année, est la condition de la paix et de la sécurité, au niveau national comme international. Je vous remercie./.